



CHAPITRE 281

Loi de la liquidation des compagnies

SECTION I

DU MODE DE LIQUIDATION VOLONTAIRE

Liquida-
tion
volon-
taire.

1. Toutes les affaires des compagnies à fonds social, constituées par lettres patentes ou par charte spéciale, peuvent être liquidées volontairement, quand les administrateurs jugent à propos de dissoudre leur compagnie. S. R. 1941, c. 278, a. 2.

Assem-
blée.

2. Les administrateurs convoquent alors une assemblée générale des actionnaires, mentionnant, dans l'avis, que la dissolution de la compagnie sera proposée à cette assemblée. S. R. 1941, c. 278, a. 3.

Résolu-
tions.

3. La résolution des administrateurs déclarant qu'il est à propos que les affaires de la compagnie soient liquidées volontairement, est soumise à l'assemblée générale des actionnaires et si, à cette assemblée, il est passé une résolution, par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, et que la compagnie sera dissoute, la compagnie n'existe et ne fait ensuite d'opérations que dans le but seulement de liquider ses affaires. S. R. 1941, c. 278, a. 4.

Effets.

Pouvoirs
corpora-
tifs.

4. L'état et les pouvoirs corporatifs de la compagnie continuent jusqu'à ce que ses affaires soient liquidées. S. R. 1941, c. 278, a. 5.

CHAPTER 281

Winding-up Act

DIVISION I

METHOD OF VOLUNTARY WINDING-UP

1. Any joint stock company incorporated by letters patent or special act may be wound up voluntarily whenever the directors deem it expedient that the company shall be dissolved. R. S. 1941, c. 278, s. 2.

2. The directors shall thereupon convene a general meeting of the shareholders, mentioning in the notice that the dissolution of the company will be proposed at such meeting. R. S. 1941, c. 278, s. 3.

3. The resolution of the directors, declaring it to be expedient that the company should be wound up voluntarily, shall be submitted to the general meeting of the shareholders, and if such meeting pass, by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present, a resolution that the company shall be wound up voluntarily and dissolved, then the company shall subsist and carry on business for the purpose only of winding-up its affairs. R. S. 1941, c. 278, s. 4.

4. The corporate state and corporate powers of the company shall continue until its affairs are wound up. R. S. 1941, c. 278, s. 5.

SECTION II

DES LIQUIDATEURS

Nomination.

5. À l'assemblée générale, un ou des liquidateurs sont nommés dans le but de liquider les affaires de la compagnie, et de distribuer son actif, et, sur ce, le conseil d'administration cesse d'exister. S. R. 1941, c. 278, a. 6.

Vacance.

6. Dans le cas où une vacance survient dans la charge de liquidateur, par décès, démission ou autrement, la compagnie peut, à une assemblée générale, remplir cette vacance; cette assemblée générale peut être convoquée par le ou les liquidateurs, ou par tout actionnaire. S. R. 1941, c. 278, a. 7 (*partie*).

Démission.

7. La compagnie peut aussi, à une assemblée générale convoquée par trois actionnaires, sur un avis mentionnant que la démission des liquidateurs ou de quelqu'un d'eux sera proposée, démettre ce ou ces liquidateurs et en nommer d'autres à leurs places. S. R. 1941, c. 278, a. 7 (*partie*).

Nomination par la Cour supérieure.

8. À défaut des actionnaires de nommer ou de remplacer un ou des liquidateurs, tout juge de la Cour supérieure, dans le district où la compagnie a son siège social ou sa principale place d'affaires, peut, après un défaut de quinze jours, sur la demande d'un actionnaire, nommer un ou plusieurs liquidateurs.

Démission.

Le juge peut aussi, pour des raisons suffisantes, démettre tout liquidateur; et il peut, après un défaut de quinze jours de la part des actionnaires de le faire, en nommer un autre. S. R. 1941, c. 278, a. 8.

Avis enregistré.

9. Avis de la résolution passée par les actionnaires pour la liquidation et la dissolution de la compagnie doit être enregistré, sans délai, dans le bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district, et dans le bureau du registraire de la division d'enregistrement, dans lesquels la compagnie a son siège social ou sa principale place d'affaires.

Enregistrement.

Cet enregistrement au bureau d'enregistrement se fait par dépôt.

DIVISION II

LIQUIDATORS

5. At the general meeting, a liquidator or liquidators shall be appointed for the purpose of winding-up the affairs of the company and of distributing its assets; and thereupon the board of directors shall cease to exist. R. S. 1941, c. 278, s. 6.

6. If any vacancy occurs in the office of liquidator by death, resignation or otherwise, the company may, at a general meeting, fill such vacancy; and such general meeting may be called by the continuing liquidator or liquidators, or by any shareholder. R. S. 1941, c. 278, s. 7 (*part*).

7. The company may also, at a general meeting called by any three shareholders, on notice mentioning that the removal of the liquidators or of any liquidator will be proposed, remove such liquidator or liquidators and appoint another or others in his or their place. R. S. 1941, c. 278, s. 7 (*part*).

8. In default of the shareholders appointing or replacing a liquidator or liquidators, any judge of the Superior Court, in the district where the company has its chief office or principal place of business, may, on application of a shareholder, after a default of fifteen days, appoint a liquidator or liquidators.

The judge may also, on due cause shown, remove any liquidator; and he may, after a default of fifteen days on the part of the shareholders to do so, appoint another. R. S. 1941, c. 278, s. 8.

9. Notice of the resolution passed by the shareholders for the winding-up and dissolution of the company shall be registered forthwith in the office of the protonotary of the Superior Court for the district, and in the registry office for the registration division, in which the company has its head office or principal place of business.

This registration in the registry office is effected by deposit.

Publication.

Avis de cette résolution est aussi donné au secrétaire de la province, et est publié par lui dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 278, a. 9; 11 Geo. VI, c. 72, a. 55.

Notice of such resolution shall also be given to the Provincial Secretary, and shall be published by him in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 278, s. 9; 11 Geo. VI, c. 72, s. 55.

Pouvoirs des liquidateurs.

10. Le ou les liquidateurs prennent, sous leur garde et sous leur contrôle, tout l'actif de la compagnie, et ont, eu égard toutefois aux restrictions qui peuvent être déterminées par la résolution des actionnaires pour la dissolution de la compagnie, le pouvoir:

1° D'intenter ou de contester toute action, ou adopter toute autre procédure judiciaire, au nom et de la part de la compagnie;

2° De transiger les affaires de la compagnie, en autant qu'il est nécessaire pour leur liquidation avantageuse, et percevoir toutes les sommes d'argent qui lui sont dues;

3° De vendre les propriétés mobilières et immobilières de la compagnie, par en-can public, ou vente privée, en bloc ou en détail, pourvu qu'à une assemblée générale des actionnaires, la majorité ait donné son consentement à une telle vente en bloc;

4° D'exécuter, au nom et de la part de la compagnie, les contrats, quittances, reçus et autres documents;

5° De tirer, accepter, faire ou endosser des lettres de change ou billets au nom et de la part de la compagnie, et prélever, sur la garantie de l'actif de cette dernière, de temps à autre, toutes sommes d'argent requises;

6° De faire et mettre à exécution tous les autres actes et toutes les procédures nécessaires pour liquider les affaires de la compagnie et pour la distribution de son actif, avec pouvoir de transiger, à leur discrétion, sur toutes réclamations et tous droits de la compagnie. S. R. 1941, c. 278, a. 10.

10. The liquidator or liquidators shall take into his or their custody, and under his or their control, all the assets of the company, and shall, subject however to such limitations as may be determined by the resolution of the shareholders for the dissolution of the company, have power:

(1) To bring or defend any action or other judicial proceeding in the name and on behalf of the company;

(2) To carry on the business of the company, so far as may be necessary for the beneficial winding-up of the same, and to collect all moneys due to it;

(3) To sell the moveable and immoveable property of the company, by public auction or private sale, and either in the lump or in parcels; provided that, at a general meeting of the shareholders, the majority have given their consent to such sale in the lump;

(4) To execute, in the name and on behalf of the company, all deeds, acquittances, receipts and other documents;

(5) To draw, accept, make or endorse bills of exchange or promissory notes in the name and on behalf of the company; and to raise upon the security of the assets of the company, from time to time, any requisite sums of money;

(6) To do and execute whatever else may be necessary for winding-up the affairs of the company and distributing its assets, including the power to compromise, at discretion, all claims and rights belonging to the company. R. S. 1941, c. 278, s. 10.

Majorité.

11. Lorsqu'il est nommé plusieurs liquidateurs, leurs pouvoirs peuvent être exercés par la majorité d'entre eux. S. R. 1941, c. 278, a. 11.

11. When several liquidators are appointed, their powers may be validly exercised by the majority of them. R. S. 1941, c. 278, s. 11.

Paiement des dettes, etc.

12. Le ou les liquidateurs payent d'abord les dettes de la compagnie, ainsi que les frais et dépenses de la liquidation, et

12. The liquidator or liquidators shall first pay the debts of the company and the costs, charges and expenses of winding

distribuent ensuite la balance provenant de l'actif entre les actionnaires, suivant leurs droits et intérêts dans la compagnie. S. R. 1941, c. 278, a. 12.

it up, and shall afterwards distribute the balance of the proceeds of the assets among the shareholders, according to their rights and interests in the company. R. S. 1941, c. 278, s. 12.

Percep-
tion des
sommes
dues.

13. Ils recouvrent et perçoivent, s'ils le jugent nécessaire, les versements non payés, en entier ou en partie, suivant que le cas l'exige, des actionnaires en défaut; mais, dans le cas où ces versements dus ne sont pas perçus en entier ou en partie, les actionnaires en défaut ne prennent part dans la distribution, que lorsque ceux qui ont payé plus ont été colloqués pour le surplus ainsi payé par eux. S. R. 1941, c. 278, a. 13.

13. The liquidator or liquidators shall recover and collect unpaid calls, in full or proportionately as the case may require, from shareholders in default, should he or they deem it necessary; but in case of the non-collection in whole or in part of such unpaid calls, the shareholders in default shall only rank in the distribution when those who have paid more shall have been ranked for the excess so paid by them. R. S. 1941, c. 278, s. 13. Collec-
tion of
sums due.

Rémuné-
ration.

14. Les actionnaires fixent la rémunération du ou des liquidateurs; et, s'ils doivent donner des garanties pour leur administration, ils spécifient quand un cautionnement doit être donné, et quel en doit être le montant. S. R. 1941, c. 278, a. 14.

14. The shareholders shall fix the remuneration of the liquidator or liquidators; and also whether or not he or they shall give security for his or their administration, specifying when security shall be given and the amount thereof. R. S. 1941, c. 278, s. 14. Remu-
neration.

Assemblée
à chaque
année.

15. Dans le cas où la liquidation dure plus d'une année, le ou les liquidateurs convoquent une assemblée générale des actionnaires, à la fin de la première année, et, à la fin de chaque année suivante, ou aussitôt que convenable après l'expiration de chaque année, et ils déposent devant l'assemblée un rapport de leurs actes et indiquent de quelle manière les opérations pour la liquidation ont été conduites pendant l'année précédente. S. R. 1941, c. 278, a. 15.

15. If the winding-up continues for more than one year, the liquidator or liquidators shall call a general meeting of the shareholders, at the end of the first year, and at the end of each succeeding year, or so soon thereafter as may be convenient; and he or they shall lay before such meetings an account, showing his or their acts and dealings, and the manner in which the operations for the winding-up have been conducted during the preceding year. R. S. 1941, c. 278, s. 15. Yearly
meetings.

État après
la liquida-
tion.

16. Aussitôt que les affaires de la compagnie ont été entièrement liquidées, le ou les liquidateurs font un état démontrant le montant d'argent en mains quand la compagnie a été mise en liquidation, les biens de la compagnie dont on a disposé, les sommes réalisées, les sommes payées et en général la manière dont cette liquidation a été conduite, et l'attestent devant un juge de paix; sur ce, ils convoquent une assemblée générale de la compagnie afin de soumettre cet état aux actionnaires et le faire approuver. S. R. 1941, c. 278, a. 16.

16. As soon as the affairs of the company are fully wound up, the liquidator or liquidators shall make up an account showing the cash on hand at the date on which the company was placed in liquidation, the property of the company disposed of, the amounts realized, the sums paid and generally the manner in which such winding-up has been conducted, and shall attest the same before a justice of the peace; and thereupon he or they shall call a general meeting of the company for the purpose of laying such account before the shareholders and of having the same confirmed. R. S. 1941, c. 278, s. 16. Final
state-
ment.

Rapport.	17. Le ou les liquidateurs font un rapport au secrétaire de la province de la tenue de telle assemblée, de l'approbation par cette assemblée, et de l'état démontrant la manière dont la liquidation a été conduite.	17. The liquidator or liquidators shall make a return to the Provincial Secretary of such meeting having been held, and also of such meeting having confirmed the account, showing the manner in which the winding-up has been conducted.	Return.
Note de production du rapport. Dissolution.	Le secrétaire de la province fait inscrire, dans les registres de la province, une note de la production de ce rapport et la compagnie est dissoute à compter du jour où cette note est inscrite. S. R. 1941, c. 278, a. 17; 6 Geo. VI, c. 62, a. 1.	The Provincial Secretary shall cause a note of the filing of such return to be entered in the registers of the Province; and the company shall be dissolved as from the day on which such note is entered. R. S. 1941, c. 278, s. 17; 6 Geo. VI, c. 62, s. 1.	Note of filing of return. Dissolution.
Arrêt de la liquidation.	18. Dans le cours de la liquidation, mais avant la vente des biens, l'assemblée générale des actionnaires peut décider, par une majorité ne représentant pas moins des deux tiers du capital, de discontinuer les procédures de la liquidation et de reprendre les opérations de la compagnie.	18. In the course of the winding-up, but before the sale of the property, the general meeting of shareholders may decide, by a majority representing not less than two-thirds of the capital, to discontinue the winding-up proceedings and continue the operations of the company.	Discontinuing winding-up.
Requête.	À cette même assemblée, les actionnaires doivent charger un d'entre eux de présenter, au nom de la compagnie, une requête à un juge de la Cour supérieure, demandant l'approbation de la résolution.	At the same meeting the shareholders shall direct one of their number to present a petition, in the name of the company, to a judge of the Superior Court, praying for the approval of the resolution.	Petition.
Avis.	Avis du jour où la requête sera présentée doit être donné aux liquidateurs, aux créanciers et aux actionnaires, par lettres recommandées, déposées au bureau de poste, au moins six jours avant celui fixé pour la présentation de la requête.	Notice of the day when such petition will be presented shall be given to the liquidators, to the creditors and to the shareholders, by registered letter deposited in the post-office at least six days before the day fixed for the presentation of the petition.	Notice.
Approbation.	La résolution des actionnaires n'a d'effet que si elle est approuvée par le juge.	The resolution of the shareholders shall have no effect until approved by the judge.	Approval.
Enregistrement.	Avis de cette résolution et de son approbation doit être enregistré dans le bureau du protonotaire et dans le bureau du registrateur où l'avis de liquidation et de dissolution a été enregistré, et le protonotaire et le registrateur doivent faire mention de l'annulation de ce dernier avis en marge de son enregistrement.	Notice of such resolution and of its approval shall be registered in the protonotary's office and in the registry office where the notice of the winding-up and dissolution of the company has been registered, and the protonotary and the registrar must mention the annulment of the latter notice on the margin of its registration.	Registration.
Enregistrement.	Cet enregistrement au bureau d'enregistrement se fait par dépôt.	This registration in the registry office is effected by deposit.	Registration.
Publication.	Ce même avis doit être transmis au secrétaire de la province qui le fait publier dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> .	The same notice shall be forwarded to the Provincial Secretary, who shall have the same published in the <i>Quebec Official Gazette</i> .	Publication.
Actes non affectés.	L'approbation de cette résolution par le juge fait cesser les pouvoirs des liquidateurs, mais les actes faits par eux pendant qu'ils étaient en fonction restent valables,	The approval of such resolution by the judge shall put an end to the powers of the liquidators, but every act done by them while in office shall remain valid,	Acts not affected.

et les actions qu'ils ont intentées peuvent être reprises par la compagnie de la manière ordinaire. S. R. 1941, c. 278, a. 18; 11 Geo. VI, c. 72, a. 56; 11-12 Eliz. II, c. 55, a. 4.

and any action instituted by them may be taken up and carried on by the company in the usual way. R. S. 1941, c. 278, s. 18; 11 Geo. VI, c. 72, s. 56; 11-12 Eliz. II, c. 55, s. 4.

SECTION III

DES PROCÉDURES APRÈS LA DISSOLUTION
DE LA COMPAGNIE

Avis de la dissolution. 19. Le secrétaire de la province fait publier, sans délai, un avis de la dissolution de la compagnie dans la *Gazette officielle de Québec*, et le ou les liquidateurs font aussi enregistrer, sans délai, un avis de la dissolution au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district, et au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement dans lesquels la compagnie avait son siège social ou sa principale place d'affaires.

Enregistrement. Cet enregistrement au bureau d'enregistrement se fait par dépôt. S. R. 1941, c. 278, a. 19; 11 Geo. VI, c. 72, a. 57.

Dépôt des sommes non réclamées. 20. Dans les trente jours qui suivent la dissolution de la compagnie, le ou les liquidateurs doivent déposer, entre les mains du ministre des finances, le montant des dettes et dividendes qui ne sont pas alors réclamés et payés, avec un état de ces dettes et dividendes attesté devant un juge de paix; les deniers ainsi déposés sont considérés comme un dépôt sous l'empire de la section VIII de la Loi du ministère des finances (chap. 64), et lorsqu'ils sont réclamés, ils sont payés aux personnes qui y ont droit. S. R. 1941, c. 278, a. 20.

Dépôt des livres, etc. 21. Dans la même période de trente jours, le ou les liquidateurs déposent au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district dans lequel la compagnie avait son siège social ou sa principale place d'affaires, les livres, comptes et documents de la compagnie, et aussi l'état sous serment soumis aux actionnaires et approuvé par eux, démontrant la manière dont la liquidation a été conduite, et un double de l'état sous serment des deniers déposés entre les mains du ministre des finances. S. R. 1941, c. 278, a. 21.

DIVISION III

PROCEEDINGS AFTER DISSOLUTION

19. The Provincial Secretary shall, without delay, publish a notice of the dissolution of the company in the *Quebec Official Gazette*, and the liquidator or liquidators shall also forthwith register a notice of the dissolution in the office of the prothonotary of the Superior Court for the district, and in the registry office for the registration division in which the company had its head office or principal place of business.

This registration in the registry office is effected by deposit. R. S. 1941, c. 278, s. 19; 11 Geo. VI, c. 72, s. 57.

20. Within thirty days after the date of the dissolution of the company, the liquidator or liquidators shall deposit with the Minister of Finance the amount of all debts and of all dividends which may then be unclaimed and unpaid, with a statement thereof attested before a justice of the peace; and the money so deposited shall be treated as a deposit under Division VIII of the Finance Department Act (Chap. 64); and when claimed shall be paid over to the persons entitled thereto. R. S. 1941, c. 278, s. 20.

21. Within the same period of thirty days, the liquidator or liquidators shall deposit, in the office of the prothonotary of the Superior Court for the district in which the company had its head office or principal place of business, the books, accounts and documents of the company, and also the sworn account submitted to the shareholders and confirmed by them, showing the manner in which the winding-up has been conducted and a duplicate of the sworn statement of the moneys deposited with the Minister of Finance. R. S. 1941, c. 278, s. 21.

Négligence de faire ces dépôts.

Amende.

Reddition des comptes.

22. Si le ou les liquidateurs négligent de déposer les deniers entre les mains du ministre des finances, ou de déposer les livres, comptes et documents, ainsi que prévu dans les articles 20 et 21, ils deviennent individuellement passibles d'une amende n'excédant pas dix dollars pour chaque jour de défaut. S. R. 1941, c. 278, a. 22.

23. Le ou les liquidateurs sont tenus de rendre leurs comptes et de rembourser les sommes d'argent pour lesquelles ils sont responsables, sous les mêmes obligations et peines qu'un curateur aux biens d'une corporation dissoute en vertu du Code civil. S. R. 1941, c. 278, a. 23.

22. If the liquidator or liquidators neglects or neglect to deposit the moneys with the Minister of Finance, or to deposit the books, accounts and documents as provided in sections 20 and 21, he or they severally shall be liable to a penalty of not more than ten dollars for every day during which he or they is or are in default. R. S. 1941, c. 278, s. 22.

23. The liquidator or liquidators shall be bound to render his or their accounts and to pay over the moneys for which he is or they are accountable, under the same obligations and penalties as a curator to the property of a dissolved corporation under the Civil Code. R. S. 1941, c. 278, s. 23.

SECTION IV

DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

Liquidation ordonnée par le juge.

24. À la requête d'un actionnaire, la Cour supérieure peut ordonner la liquidation d'une compagnie lorsqu'elle est d'avis que, pour une raison autre que la faillite ou l'insolvabilité, il est juste et équitable que cette compagnie soit liquidée. S. R. 1941, c. 278, a. 25; 6-7 Eliz. II, c. 41, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 55, a. 7.

Effets de l'ordonnance.

25. L'ordonnance de la cour décrétant la mise en liquidation de la compagnie a les mêmes effets qu'une résolution adoptée par les actionnaires en vertu de l'article 3.

Liquidateurs.

En émettant l'ordonnance, la cour nomme un ou des liquidateurs dans le but de liquider les affaires de la compagnie et de distribuer son actif et dès lors les fonctions des administrateurs prennent fin.

Vacances.

La cour ou l'un de ses juges peut, par la suite, remplir toute vacance survenant dans la charge de liquidateur, et démettre et remplacer tout liquidateur jugé inapte ou indésirable pour quelque cause que ce soit.

Procédure, etc.

La cour, en émettant l'ordonnance de liquidation, et, en tout temps par la suite, la cour ou l'un de ses juges peut donner tout ordre et autoriser toute procédure compatible avec la présente loi pour assurer la protection des droits des intéressés et une liquidation ordonnée de la com-

DIVISION IV

JUDICIAL WINDING-UP

24. Upon the petition of a shareholder, the Superior Court may order the winding-up of a company whenever it is of the opinion that, for a reason other than bankruptcy or insolvency, it is just and equitable that the company be wound up. R. S. 1941, c. 278, s. 25; 6-7 Eliz. II, c. 41, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 55, s. 7.

25. The order of the court directing the winding-up of the company shall have the same effects as a resolution of the shareholders under section 3.

In making the order, the court shall appoint one or more liquidators to wind up the affairs of the company and distribute its assets, and thereupon the functions of the directors shall cease.

The court or a judge thereof may thereafter fill any vacancy occurring in the office of liquidator, and dismiss and replace any liquidator deemed for any reason unfit or undesirable.

The court, when making the winding-up order, and, at any time thereafter, the court or one of its judges may order and authorize any proceeding consistent with this act to ensure the protection of the rights of interested parties and an orderly winding-up of the company. R. S. 1941,

pagne. S. R. 1941, c. 278, a. 26; 6-7 Eliz. II, c. 41, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 55, a. 8.

Arrêt des
procé-
dures.

26. Lorsque l'ordonnance de liquidation a été rendue, le juge peut, à la demande de la compagnie, du liquidateur, d'un actionnaire, d'un créancier ou d'un contributeur, arrêter le cours de toute action, poursuite ou procédure contre la compagnie, aux conditions qu'il juge à propos. S. R. 1941, c. 278, a. 26a; 11-12 Eliz. II, c. 55, a. 9.

26. When the winding-up order has been made the judge, upon the application of the company, the liquidator, a shareholder, a creditor or a contributory, may restrain further proceedings in any action, suit or proceeding against the company, upon such terms as he thinks fit. R. S. 1941, c. 278, s. 26a; 11-12 Eliz. II, c. 55, s. 9.

Restraint
of pro-
ceedings.

Créancier
garanti.

27. Le juge ne doit pas différer le droit d'un créancier garanti de réaliser sa garantie ou d'en disposer autrement, sauf selon les dispositions suivantes:

a) dans le cas d'une garantie pour une dette échue à la date de l'ordonnance de liquidation, ce droit ne doit pas être différé plus de six mois à compter de cette date;

b) dans le cas d'une garantie pour une dette qui devient échue après la date de l'ordonnance de liquidation, ce droit ne doit pas être différé plus de six mois à compter de la date d'échéance de cette dette, ni sans que soient acquittés tous les versements d'intérêts en souffrance depuis six mois. S. R. 1941, c. 278, a. 26b; 11-12 Eliz. II, c. 55, a. 9.

27. The judge shall not postpone the right of a secured creditor to realize or otherwise deal with his security, except as follows:

(a) in the case of a security for a debt due at the date of the winding-up order, such right shall not be postponed for more than six months from such date;

(b) in the case of a security for a debt that becomes due after the date of the winding-up order, such right shall not be postponed for more than six months from the date of maturity of such debt, nor unless all instalments of interest six months overdue have been paid. R. S. 1941, c. 278, s. 26b; 11-12 Eliz. II, c. 55, s. 9.

Secured
creditor.

Détails
de la ga-
rantie.

28. Un créancier garanti doit, dans un délai de trente jours après que le liquidateur lui en fait la demande par écrit, déposer entre les mains du liquidateur un affidavit énonçant les détails complets de sa garantie. S. R. 1941, c. 278, a. 26c; 11-12 Eliz. II, c. 55, a. 9.

28. A secured creditor, within a delay of thirty days after demand in writing made upon him by the liquidator, must file with the liquidator an affidavit giving full particulars of his security. R. S. 1941, c. 278, s. 26c; 11-12 Eliz. II, c. 55, s. 9.

Particu-
lars of
security.

Rachat.

29. Le liquidateur peut racheter une garantie sur paiement de la créance. S. R. 1941, c. 278, a. 26d; 11-12 Eliz. II, c. 55, a. 9.

29. The liquidator may redeem a security on payment of the debt. R. S. 1941, c. 278, s. 26d; 11-12 Eliz. II, c. 55, s. 9.

Redemp-
tion.

Appro-
bation.

30. À défaut de l'approbation, par les actionnaires, de l'état visé aux articles 16 et 17, l'approbation du juge ou de la cour en tient lieu à toutes fins. S. R. 1941, c. 278, a. 27; 6-7 Eliz. II, c. 41, a. 1.

30. Failing approval by the shareholders of the account provided for in sections 16 and 17, the approval of the judge or court shall avail for all purposes in lieu thereof. R. S. 1941, c. 278, s. 27; 6-7 Eliz. II, c. 41, s. 1.

Approval.

Appli-
cation.

31. Au surplus et sauf incompatibilité avec la présente section, les dispositions des articles 4 à 23 s'appliquent à la liqui-

31. Furthermore, and saving inconsistency with this division, the provisions of sections 4 to 23 shall apply to the

Appli-
cation.

dation judiciaire et à la dissolution des compagnies en vertu de la présente section. S. R. 1941, c. 278, a. 28; 6-7 Eliz. II, c. 41, a. 1; 11-12 Eliz. II, c. 55, a. 10.

judicial winding-up and dissolution of companies under this division. R. S. 1941, c. 278, s. 28; 6-7 Eliz. II, c. 41, s. 1; 11-12 Eliz. II, c. 55, s. 10.

Appel.

32. Il y a appel à la Cour du banc de la reine, selon la procédure ordinaire, de l'ordonnance de liquidation de la compagnie. Cet appel est entendu par privilège, d'une manière sommaire, conformément à l'article 1225 du Code de procédure civile.

32. There shall be an appeal to the Court of Queen's Bench, according to the ordinary procedure, from the order to wind up the company. Such appeal shall be heard by preference, in summary manner, in conformity with article 1225 of the Code of Civil Procedure.

Ordon-
nance, etc.
définitive.

Toute autre ordonnance ou décision de la cour ou de l'un de ses juges ayant trait à cette liquidation est définitive. S. R. 1941, c. 278, a. 29; 11-12 Eliz. II, c. 55, a. 11.

Any other order or decision of the court or one of its judges relating to such winding-up shall be definitive. R. S. 1941, c. 278, s. 29; 11-12 Eliz. II, c. 55, s. 11.

Order,
etc., de-
finitive.